



Pétition de MC5P (Mouvement Citoyen Polynésien Pour une Politique Plus Propre) pour la sauvegarde de la Polynésie française, adressée aux élus de l'Assemblée nationale.

Devant la situation économique catastrophique qui ruine la Polynésie française et augmente la fracture sociale de façon alarmante, la classe politique locale qui se partage à tour de rôle le pouvoir depuis des années (en Polynésie française) est incapable d'assumer son mandat et de proposer un programme d'actions et des solutions viables pour redresser le pays (dans un avenir proche).

Depuis 2004, la classe politique locale est divisée par des combats partisans incessants et stériles. Elle a perdu le sens du devoir auprès de ses concitoyens ainsi que toute crédibilité et légitimité.

Motion de défiance après motions de censure, renversements de majorité et alliances hors des aspirations de leurs électeurs, implications de ces mêmes élus dans de nombreuses affaires en cours de jugement, ont entraîné une grande instabilité politique.

La confiance citoyenne n'existe plus en Polynésie française.

Les élus de ce pays ne représentent plus les choix faits par leurs électeurs (il y a trop longtemps).

Face à cet état de faits, je demande avec insistance en signant cette pétition (organisée par l'association MC5P- Mouvement Citoyen Polynésien Pour une Politique Plus Propre) adressée au gouvernement central français:

- 1** - de dissoudre au plus vite l'assemblée de Polynésie française.
- 2** - d'assainir la classe politique locale impliquée dans beaucoup trop d'affaires judiciaires (en agissant sur les tribunaux afin d'engager des procédures accélérées pour tous les élus impliqués dans des malversations financières et/ou de prises d'intérêts illégaux, en les rendant au minimum inéligibles).
- 3** - d'assurer l'intérim et la vacance du pouvoir, en gérant les affaires courantes, les administrations du territoire, la gestion du pays et de son budget.
- 4** - d'organiser au plus vite et pour clarifier la situation et l'avenir du pays, un référendum portant sur 3 choix :

-a/ Indépendance **-b/** Autonomie (statut actuel) **-c/** Départementalisation

Une poignée d'élus non représentatifs n'a pas à décider seule de l'avenir de toute une population. Nous avons notre mot à dire !

Je, soussigné :

Nom :

Prénom :

Lieu de vote :

N° de bureau de vote :

N° d'ordre sur la liste :

Signature :